



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 4 avril 2023**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

**2023 - 53      BUDGET PRINCIPAL**  
**MODIFICATION DU REGIME DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :  
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN  
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)  
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL  
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)  
Monsieur Patrick ISNARD  
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD  
Monsieur Jean-Marc GARNIER  
Monsieur Franck BARBEY  
Madame Mékia Noura ADDAD  
Madame Myriam LAZREUG  
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE  
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire  
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN  
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON  
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN  
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA  
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE  
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI  
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE  
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 53

DU 4 AVRIL 2023

BUDGET PRINCIPAL

MODIFICATION DU REGIME DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser la modification de gestion des provisions pour risques et charges du régime semi-budgétaire à un régime budgétaire.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	-	-

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2321-2 et R.2321-2, R.2321-3 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Considérant qu'en vertu du principe comptable de prudence, les collectivités comptabilisent toute perte financière probable, dès lors que cette perte est envisagée. Les provisions permettent ainsi de constater un risque ou une charge probable ou encore d'étaler une charge ;

Considérant que le mécanisme des provisions est simple. Dès lors que la survenance d'un risque (litige par exemple) ou d'une charge apparaît comme probable, la collectivité provisionne sur l'exercice en cours ;

Considérant que la provision pour litige doit être constituée dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune ;

Considérant que la provision pour dépréciation doit être constituée dès l'ouverture d'une procédure collective (redressement et liquidation judiciaires) pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital à un organisme ;

Considérant que la provision pour dépréciation des restes à recouvrer doit être constituée dès que le recouvrement est compromis malgré les diligences du comptable ;

Considérant qu'en dehors des trois cas visés ci-dessus, une provision peut être constituée dès l'apparition d'un risque avéré ;

Considérant qu'une délibération fixe pour chaque provision les conditions de constitution, de reprise et de répartition et d'ajustement de la provision. Un état annexé au budget et au compte administratif retrace leur montant, leur évolution et leur emploi ;

Considérant que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, le régime de droit commun des provisions est la semi budgétisation ;



Considérant ainsi qu'en cas d'absence de délibération, le régime des provisions de droit commun (semi-budgétaires) s'applique ;

Considérant que le régime semi-budgétaire enregistre une dépense au compte 68 par un mandat réel afin de constituer la dotation. Le comptable public crédite un compte de provision bloquant la somme à utiliser pour faire face au risque ou à la charge ;

Considérant que conformément à l'article R.2321-3 du CGCT, le régime des provisions budgétaires peut être appliqué sur option décidée par l'assemblée délibérante par une délibération spécifique et seulement au cours d'un même mandat ou après renouvellement du conseil municipal ;

Considérant que les provisions budgétaires constituent des opérations d'ordre budgétaire entre sections et sont retracées en dépenses et en recettes de la section de fonctionnement, au chapitre 042 " Opérations d'ordre de transfert entre sections " et en recette de la section d'investissement, au chapitre 040 " Opérations d'ordre de transfert entre sections " ;

Ce changement de méthode nous permettra réglementairement d'amortir la charge pesant sur la section de fonctionnement.

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** l'option du régime des provisions budgétaires.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

**Délibération affichée le - 5 AVR. 2023**

**suivant les signatures**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**Le Maire,**



La Secrétaire de séance  
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

**5 AVR. 2023**